

OTC

Sainte Liturgie Pontificale dans l'église mère de Saint Grégoire l'Illuminateur à Erevan

Le 6 janvier, à l'occasion de la fête de la Nativité de Notre Seigneur Jésus-Christ, Sa Sainteté Sa Sainteté Karekin II, Patriarche Suprême et Catholikos de Tous les Arméniens, a dirigé une Divine Liturgie à l'église Mère Saint Grégoire l'Illuminateur à Erevan.



La procession cruciforme patriarcale a conduit le catholikos de tous les Arméniens de la chapelle de Saint-Trdat au tabernacle sous le chant solennel de l'hymne « Mystery Deep ».

Sa Sainteté le P. L'évêque Mushegh Babayan et le doyen de la faculté de théologie de YSU, surintendant de l'église mère St. Gregoire l'illuminateur Sa Grâce T. M^{gr} Anushavan Zhamkochyan ont également célébré la messe.

Au cours de la Sainte Liturgie, le Catholikos de tous les Arméniens a salué les Arméniens du monde entier avec le message angélique « Le Christ est né et est apparu » et a envoyé son message à l'occasion de la fête.

EXTRAITS DU MESSAGE DES CATHOLICOS DE TOUS LES ARMÉNIENS KAREKIN II

NOTRE SEIGNEUR JESUS CHRIST

A L'OCCASION DE NOEL ET DE LA THEOLOGIE

Chers gens pieux, le message angélique de Noël ces jours-ci, pleuré, brisé et troublé par la douleur des pertes d'une guerre catastrophique, apporte réconfort et consolation à nos cœurs troublés par les incertitudes, afin que nous soyons fortifiés par les grâces salvatrices du Seigneur, transformé par la foi, et vaincre

par l'espérance. Avec un tel esprit et un tel processus, sans aucun doute, nous devons être capables de surmonter les fléaux et les épreuves, de devenir plus forts en tant que peuple et État, patrie et diaspora. Nos pères nous ont appris à résister aux catastrophes et aux troubles, à ne pas nous laisser vaincre par les soucis et les besoins, les inquiétudes concernant l'avenir de la patrie. Être unis dans notre patrie et dans nos communautés du monde entier. Notre désunion et nos divisions engendreront de nouvelles pertes, piétinant nos grandes et petites victoires.

Dans la situation difficile actuelle, nous devons dégriser, rejeter les processus qui nous éloignent de Dieu, ancrer fermement nos vies sur les valeurs nationales et bienveillantes qui ont garanti la survie de notre peuple pendant des siècles. Nous avons tous un devoir sacré envers la mémoire de nos enfants qui ont reçu la couronne du martyr pour la patrie, faire des efforts désintéressés pour le bien de notre patrie, pour le bien de la vie libre de l'Artsakh, pour le bien de l'Arménie inébranlable du statut d'État et de la préservation sûre de notre identité nationale. Rappelons-nous toujours que l'intérêt de la patrie passe avant tout, la vie libre et sûre de notre peuple est une priorité.

La réalisation de la vision d'une patrie forte et bien construite requiert un engagement - un esprit et une conscience d'abnégation, une pratique honnête et juste, un style de vie bienveillant et fondé sur la vie. Cette mission peut être rendue possible par l'exemple brillant de notre Seigneur, qui, selon sa parole, n'est pas venu pour recevoir une position, un service, un honneur, mais pour servir (Matthieu 20:28). Chaque poste de gouvernement dans la sphère publique, politique ou étatique doit servir le progrès du pays, le bien-être général et la sécurité, comme dans une famille pieuse. Lorsqu'un poste cesse d'être un service, il devient une source d'arbitraire, d'actes mauvais et injustes.

Tout en faisant preuve de bonnes actions patriotiques, en faisant preuve d'attention, d'amour et de sollicitude les uns envers les autres, nous aurons la force et le pouvoir de surmonter les épreuves et les difficultés, de construire un pays. Avec une vie renouvelée par le conseil de Noël du Sauveur, nous croyons que nous pouvons créer une nouvelle réalité où prévaudront la compréhension mutuelle et la solidarité, la droiture et le patriotisme. Une nouvelle réalité, où chaque engagement visera la réalisation des désirs et aspirations de notre peuple. Avec cette vision, par la grâce du salut du Christ, chers croyants, transformons le cours de nos vies, marchons toujours sur le chemin de l'élévation et de l'amour de la vie.

À la fin de la liturgie, une bénédiction de l'eau a été effectuée, au cours de laquelle le Catholicos de tous les Arméniens a béni l'eau avec une croix et Saint Muron.

À la fin de la cérémonie de bénédiction de l'eau, Sa Sainteté a de nouveau transmis sa bénédiction et le message vivifiant de Noël aux fidèles.

Par Ara Toranian

2- Les Nouvelles d'Arménie

06/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88368

La présidente de la Géorgie était présente à la liturgie la Sainte messe de Noël dans l'église arménienne de Tbilissi

La présidente de Géorgie, Salomé Zurabishvili a félicité les fidèles de l'Église apostolique arménienne Saint-Georges de Tbilissi à l'occasion de la Sainte messe de Noël et de l'Épiphanie indique le site aliq.ge news.

Le président était présent à la liturgie de Noël à l'église apostolique Sourp Gevorg (Saint Georges) de Tbilissi et a envoyé son message de félicitations de là.

La présidente de Géorgie dans un message adressé aux Arméniens écrit :

"Je félicite Noël et l'Épiphanie à l'une des plus anciennes nations chrétiennes, l'Église apostolique arménienne, ses paroissiens en Géorgie et dans le monde. Que ce jour vous apporte paix, santé, prospérité, célébrez la plus grande fête de cette lumière et bien à plusieurs reprises » a déclaré Salomé Zurabishvili.

Krikor Amirzayan

3- Valeurs Actuelles

06/01/2022

Avec Valérie Pécresse sur les ruines du Haut-Karabakh

(Voir l'article en pièce jointe)

4- Les Nouvelles d'Arménie

07/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88394

Déclaration du ministère des Affaires étrangères d'Arménie à propos de la situation au Kazakhstan

Le ministère des Affaires étrangères de l'Arménie a indiqué quelle mission les militaires Arméniens, qui font partie des forces de maintien de la paix de l'OTSC, vont effectuer au Kazakhstan.

Nous suivons avec inquiétude et préoccupation les affrontements armés au Kazakhstan. Les nouvelles de l'infiltration de groupes terroristes sont alarmantes. Nous condamnons fermement la violence et sommes convaincus qu'elle ne peut être le moyen de résoudre les problèmes politiques.

Nous pensons que des mesures doivent être prises pour prévenir de nouveaux affrontements et rétablir l'atmosphère de tolérance nécessaire à des processus politiques pacifiques dans le pays, y compris des rassemblements pacifiques de citoyens et l'exercice du droit à la liberté d'expression. Armenpress

par [Krikor Amirzayan](#)

5- Les Nouvelles d'Arménie

07/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88396

100 soldats Arméniens sont partis pour le Kazakhstan dans le cadre de la force de maintien de la paix de l'OTSC



L'Arménie a envoyé une unité de 100 soldats de maintien de la paix au Kazakhstan dans le cadre des forces de maintien de la paix de l'OTSC (Organisation de Traitée et de Sécurité Collective) a indiqué ce matin le ministère arménien de la Défense.

« Sur la base de la décision d'envoyer des forces collectives de maintien de la paix de l'OTSC au Kazakhstan pour une période de temps limitée conformément à l'article 4 du Conseil de sécurité collective de l'OTSC, conformément aux dispositions de l'Organisation du traité de sécurité collective, les forces armées de la République d'Arménie ont été envoyés 100 militaires pour le maintien de la paix au Kazakhstan » indique le ministère arménien de la Défense.

Et de préciser *« Au cours de la mission, l'unité de maintien de la paix des forces armées arméniennes exercera exclusivement des fonctions de protection des bâtiments et des infrastructures d'importance stratégique »*. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

6- Les Nouvelles d'Arménie

06/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88385

Le gouvernement arménien se montre discret sur l'intervention au Kazakhstan dans le cadre de l'OTSC

Visiblement embarrassé par la mission qui lui a été confiée par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), alliance militaire dirigée par la Russie dont elle assume la direction tournante depuis le 1^{er} janvier, le gouvernement arménien s'est refusé, jeudi 6 janvier à révéler le nombre exact de soldats arméniens déployés au Kazakhstan pour y rétablir l'ordre, alors que la hausse brutale des prix du gaz a provoqué une flambée de violences sans précédent dans cet immense Etat centre-asiatique. La Russie, dont le Kazakhstan est le principal partenaire, dans l'OTSC comme dans l'Union économique eurasienne et d'autres organisations, a décidé une opération de « maintien de la paix » sous les auspices de l'OTSC, à la demande du président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev, qui en appelait à l'alliance militaire mercredi après trois jours d'émeutes qui se sont propagées dans les villes de ce pays de 18 millions d'habitants. Le premier ministre arménien Nikol Pachinian, qui assume donc la présidence tournante de l'OTSC, avait annoncé quelques heures après que la Russie et quatre autres ex-Républiques soviétiques membres de l'alliance allaient envoyer des troupes au Kazakhstan pour y aider à "stabiliser et normaliser la situation". Dans un communiqué publié dans la matinée de jeudi, l'OSTC avait indiqué que sa Force collective de maintien de la paix récemment créée comprendrait quelque 3 600 soldats de Russie, d'Arménie, de Biélorussie, du Kirgyzstan et du Tadjikistan, ajoutant que les troupes aéroportées russes étaient déjà arrivées au Kazakhstan et "commençaient à y effectuer les tâches assignées". Les missions principales de cette force seront "la protection des infrastructures importantes de l'Etat et de l'armée, l'aide aux forces chargées du maintien de l'ordre et de la justice dans la République du Kazakhstan en stabilisant la situation et restaurer le règne de la loi", ajoutait le communiqué. L'agence de presse russe Sputnik avait indiqué peu avant dans l'après-midi que l'Arménie contribuerait avec quelque 70 soldats au contingent de l'OTSC pour cette mission, une précision chiffrée qui n'a fait l'objet

d'aucun commentaire dans l'immédiat à Erevan ou à Moscou. Le service de presse arménien de RFE/RL n'a pas été en mesure d'ailleurs de contacter le ministère arménien de la défense à Erevan pour en obtenir davantage d'informations. Pas plus que le ministère, le gouvernement arménien semblait désireux de communiquer sur ce déploiement de l'armée arménienne à 21h. , heure locale. Le ministère arménien des affaires étrangères avait quant à lui exprimé sa vive préoccupation concernant les troubles persistants au Kazakhstan. "Nous pensons que des mesures doivent être prises pour empêcher d'autres violences et pour restaurer l'atmosphère de tolérance nécessaire à la poursuite de processus politiques pacifiques, en respectant aussi le droit des citoyens à organiser des rassemblements pacifiques et à la libre expression", a indiqué le ministère arménien dans un communiqué. La décision de Pachinian de se joindre à l'opération « de paix » lancée par la Russie n'a pas manqué de susciter un vent de critiques sur les réseaux sociaux. Des militants de groupes civiques pro-occidentaux, alliés à l'origine de Pachinian qu'ils avaient aidé à mener sa révolution de velours qui le conduira au pouvoir à Erevan en mai 2018, ont été tout particulièrement indignés, en affirmant que Erevan devait se tenir à l'écart de la violente mise au pas de manifestations qu'ils jugent légitimes contre le régime autoritaire du Kazakhstan. Les détracteurs de cette décision font aussi valoir que le Kazakhstan et d'autres Etats membres de l'OTSC n'ont pas fourni à leur partenaire et allié arménien l'aide militaire que leur demandait Pachinian quand les troupes de l'Azerbaïdjan (pays non membre de l'OTSC) ont violé ses frontières et occupé une portion de son territoire en mai. Les leaders kazakh avaient même ouvertement félicité l'Azerbaïdjan pour sa victoire dans la guerre de l'automne 2020 au Karabagh. Maria Karapetian, une députée du parti Contrat civil au pouvoir, a défendu la décision de Pachinian, en accusant ses détracteurs de s'en tenir à la seule exigence d'un retrait de l'Arménie de l'OTSC et d'un "choix géopolitique différent ». "Si nous quittons l'OTSC, quelle [autre organisation] pourrions-nous rallier ? Ils devraient proposer l'étape suivante", a indiqué M. Karapetian, citée par RFE/RL. Pendant ce temps, des tirs d'armes à feu se faisaient toujours entendre dans la principale ville du Kazakhstan, Almaty, jeudi, alors que les forces de sécurité locales tentaient de mater la plus importante insurrection qu'ait connue le pays en trois décennies d'une indépendance déclarée fin 1991, alors que l'URSS agonisait. Des journalistes sur place précisaient que les forces de l'ordre tiraient à balles réelles sur les manifestants toujours rassemblés sur la place de la République d'Almaty. Dans la matinée, la police kazakhe avait indiqué avoir tué des « dizaines" de manifestants,

déjà qualifiés de terroristes et emprisonné environ 2 000 autres en une journée d'émeutes.

par [Garo Ulubeyan](#)

7- Les Échos

06/01/2022

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/-pourquoi-la-russie-intervient-au-kazakhstan-1377261>

Pourquoi la Russie intervient au Kazakhstan

L'armée russe vole au secours du régime kazakh car le Kremlin ne peut laisser plonger dans le chaos un voisin, à forte minorité russophone de surcroît. Le risque d'un engrenage semble limité.

Par [Yves Bourdillon](#)

[Les évènements au Kazakhstan](#) ont pris par surprise les observateurs, [ainsi que le Kremlin](#) . « Jusqu'à présent, ce pays semblait constituer un exemple de stabilité et de modernisation autoritaire comme l'aime Vladimir Poutine », souligne Tatiana Kastouéva-Jean, spécialiste du monde russe à l'Institut français des relations internationales (Ifri), avec une astucieuse transition entre le numéro un du régime depuis la chute de l'URSS, Nursultan Nazerbaïev, président du Conseil de sécurité, et le chef de l'Etat Kassym-Jomart Tokaïev.

Las, le régime, menacé d'être renversé par des manifestants pillant des arsenaux grâce aux abandons de poste de policiers, a dû se résoudre en quelques heures à appeler Moscou à l'aide en déclenchant le mécanisme d'assistance militaire mutuelle de l'organisation ODKB (Kazakhstan, Russie, Biélorussie, Tadjikistan, Kirghizistan et Arménie). Et Kassym Tokaïev a pris la tête du Conseil de sécurité à la place d'un Nazerbaïev qui a disparu de la circulation depuis quatre jours.

L'indépendance du Kazakhstan anéantie

Surtout, le traité ODKB ne peut être activé qu'en cas d'agression extérieure et non pour mater des manifestants. Qu'à cela ne tienne, le régime a invoqué des terroristes dirigés par des puissances étrangères non spécifiées. La facilité avec laquelle Moscou a répondu favorablement peut surprendre, souligne Tatiana Kastouéva-Jean, car le risque n'est pas nul que cette intervention soit vécue comme une invasion par les Kazakhs.

Avec possibilité de représailles sur la partie ethniquement et culturellement russe de la population, surtout dans la partie nord du pays. Elle représente un cinquième environ des 17 millions de Kazakhs et le sort d'étrangers russophones ou d'origine russe importe toujours à Moscou.

A minima, l'arrivée de forces russes réduit à quasi-néant la politique de souveraineté suivie pendant trente ans par Nursultan Nazerbaïev avec une ligne fondée sur un trépied équilibré : Russie, Occident et Chine.

Pas de quoi distraire de l'Ukraine

Mais le Kremlin ne pouvait laisser un pays voisin, le troisième le plus étendu de l'ex-URSS et aux activités stratégiques (pétrole, spatial, minéraux), membre de surcroît de l'Union économique eurasienne, plonger dans le désordre ou un renversement de régime, souligne la chercheuse.

Même peu peuplé, le [Kazakhstan importe sur le plan géopolitique](#) pour Moscou. Si l'opération n'est pas sans risque politique, celui d'un engrenage militaire est minime. Les manifestants armés ne feront sans doute pas le poids face aux blindés russes. Le mandat d'intervention mentionne en outre une durée limitée.

Il serait donc très exagéré d'envisager pour Moscou une implication de type « Afghanistan 1979 », ou un « abcès » fixant des troupes significatives sur son flanc sud-est. Rien donc de nature à « distraire » Vladimir Poutine de son dossier prioritaire, [l'Ukraine](#). Alexander Baunov, du centre Carnegie note toutefois que « juste au moment où il semblait prêt à envahir l'Ukraine, le Kremlin doit diviser son attention et gérer une instabilité stratégique sur deux fronts ».

07/01/2022

<https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20220107-qu-est-ce-que-l-otsc-l-alliance-militaire-qui-permet-%C3%A0-la-russie-d-intervenir-au-kazakhstan>

Qu'est-ce que l'OTSC, l'alliance militaire qui permet à la Russie d'intervenir au Kazakhstan ?

Depuis jeudi, des troupes russes sont dépêchées au Kazakhstan à la demande du gouvernement kazakhstanaï dans le cadre du mécanisme de défense de l'OTSC, l'Organisation du traité de sécurité collective, une sorte de "mini-Otan" sous influence russe. Explications.

Pour faire face aux émeutes et aux [manifestations](#) qui secouent le [Kazakhstan](#) depuis le début de la semaine, un contingent de troupes russes (notamment des parachutistes) et d'autres pays alliés de Moscou est arrivé jeudi dans le pays et appuie le pouvoir en place en protégeant les bâtiments stratégiques et en épaulant les forces de l'ordre.

Le président en exercice de l'OTSC, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, a indiqué sur [Facebook](#) que l'alliance avait décidé d'envoyer "une force collective de maintien de la paix" pour "une durée de temps limitée afin de stabiliser et normaliser la situation dans ce pays", qui a été provoquée par "une ingérence extérieure".

Une version minimaliste du défunt pacte de Varsovie

Cette intervention s'inscrit dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective ([OTSC](#)), qui regroupe autour de la Russie cinq anciennes républiques soviétiques demeurées dans son "pré-carré" : la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Fondée en 2002, quelques mois après le début de l'intervention internationale en Afghanistan, cette alliance militaire s'est dotée en 2019 d'une force d'intervention rapide de 20 000 hommes et d'une force de maintien de la paix de 3 600 membres reconnue par l'ONU. L'organisation eurasiatique dispose de troupes basées au Tadjikistan et au Kirghizstan.

Pensée comme "une forme de contrepoids de la [Russie](#) face à l'Alliance atlantique", où Moscou et son armée moderne disposent d'un fort ascendant militaire sur leurs alliés, l'OTSC se veut la "garante de la stabilité en Asie centrale" observe [David Teurtrie](#). "L'organisation dépend de la capacité de l'armée russe à se projeter", poursuit ce chercheur spécialiste de l'Eurasie.

De la Biélorussie à l'Arménie, la défense de la zone d'influence russe

Les membres de l'OTSC ne sont pas confrontés aux mêmes problématiques. Les États d'Asie centrale, proches de l'Afghanistan, "font face aux menaces de déstabilisation" venant de ce pays, explique David Teurtrie.

La Biélorussie est, elle, davantage concernée par l'Otan, présente à ses frontières - la Lituanie, la Lettonie et la Pologne ayant rejoint l'Alliance atlantique. L'Arménie, quant à elle, recherche l'appui de l'organisation dans son conflit avec l'Azerbaïdjan.

Au Kazakhstan, l'intervention de l'OTSC, à la demande des autorités locales, permet à la Russie de stabiliser un pays frontalier sans apparaître directement, remarque Pierre Ausseur. "Envoyer des militaires à travers l'OTSC est une façon de rester un peu masqué, de donner l'image d'une intervention de tous les pays du Caucase, et pas seulement de la Russie", affirme le directeur général de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). L'ex-militaire craint toutefois des "bavures" à venir et souligne que "les militaires ne sont jamais indiqués pour mater des émeutes".

Avec AFP

(Voir la vidéo en ligne)

05/01/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88293

La Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan proches d'un accord global sur les transports

Selon un haut diplomate russe, la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan mettent la dernière main à un accord global visant à rétablir les liaisons de transport entre les deux États du Caucase du Sud.

Les dirigeants des trois pays ont fait état de progrès décisifs vers l'ouverture de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au trafic de passagers et de marchandises, à l'issue de discussions qui se sont tenues dans la ville russe de Sotchi le 26 novembre. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré qu'un groupe de travail russo-arménien-azerbaïdjanais formaliserait leurs accords dans les prochains jours.

Cependant, le groupe de travail trilatéral n'a annoncé aucun accord après s'être réuni à Moscou le 1^{er} décembre.

Le 6 décembre, le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev a renouvelé ses menaces d'ouvrir par la force un « corridor » terrestre reliant l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan via l'Arménie. Il a ensuite déclaré que les personnes et les marchandises passant par ce « corridor du Zangezur » devaient être exemptées des contrôles aux frontières arméniennes. Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a rejeté cette demande.

Aliiev et Pachinian se sont rencontrés à Bruxelles les 14 et 15 décembre. Ils seraient parvenus à un accord sur les liaisons ferroviaires entre leurs pays mais n'ont pas réussi à aplanir leurs divergences sur la liaison routière Nakhitchevan souhaitée par Bakou.

M. Pachinian a déclaré plus tard en décembre qu'il espérait une « véritable solution de compromis sur cette question ». Mais il ne s'est pas prononcé sur les paramètres de ce compromis.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Rudenko, a été interrogé sur la possibilité d'un tel accord dans une interview accordée ce week-end à l'agence de presse TASS. Il a cité à cet égard les préparatifs « importants » des liaisons de transport transfrontalières effectués par la force opérationnelle russo-arménienne-azerbaïdjanaise.

Un seul « texte » est en train d'être « peaufiné » [à cette fin] en ce moment« , a-t-il déclaré. »Cette approche permettra de garantir la durabilité des décisions prises".

M. Rudenko a ajouté que Moscou vise à « achever rapidement l'élaboration des paramètres des initiatives conjointes en matière d'infrastructures. » Il n'a pas donné plus de détails.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a discuté de la question avec son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov lors d'un appel téléphonique le 30 décembre. Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré qu'ils étaient « d'accord pour travailler à la mise en œuvre rapide et complète des décisions » prises par Poutine, Aliyev et Pashinian.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

10- Le Courrier d'Erevan

06/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/la-renovation-de-la-voie-ferree-eraskh-horadiz-en-armenie-est-estimee-226-millions-de-dollars>

La rénovation de la voie ferrée Eraskh-Horadiz en Arménie est estimée à 226 millions de dollars

La rénovation de la voie ferrée Eraskh-Julfa (Jugha)-Ordubad-Meghri-Horadiz en Arménie coûtera environ 226 millions de dollars. C'est ce qu'a indiqué le ministère de l'Administration territoriale et de l'Infrastructure.

Le coût du secteur de Meghri est estimé à environ 221 millions de dollars et sa longueur à environ 45 kilomètres.

De plus, environ 5 millions de dollars seront nécessaires pour restaurer un tronçon dans la région de Eraskh (environ 1 kilomètre). Les calculs sont effectués en tenant compte de l'ancienne infrastructure (stations, etc.).

Toutefois, le ministère a ajouté qu'il ne serait possible de parler de la création d'infrastructures supplémentaires et de leur coût exact que si une étude de faisabilité du projet est élaborée.

11- Les Nouvelles d'Arménie

05/01/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88291

Blinken et Cavusoglu discutent de la normalisation Arménie-Turquie

Le secrétaire d'État Antony Blinken lors d'une conversation téléphonique avec le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a discuté, entre autres, du processus de normalisation des relations avec l'Arménie.

Blinken et Cavusoglu « ont discuté des questions liées à la Corne de l'Afrique, de la nomination par la Turquie d'un envoyé spécial pour discuter du processus de normalisation avec l'Arménie, et des opportunités d'approfondir la coopération bilatérale et en tant qu'alliés de l'OTAN pour traiter des domaines d'intérêt mutuel », a déclaré le Département d'État.

Pendant ce temps, selon le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, la Turquie et les États-Unis devraient discuter de la situation autour du programme d'avions de combat F-35 lors d'une réunion à Washington début 2022, a rapporté Sputnik.

« Concernant le problème des F-35, une délégation américaine est venue en Turquie en octobre à cause de ce problème. Notre délégation reparlera de cette question au début de l'année. Cette réunion devrait avoir lieu à Washington. Nous avons clairement indiqué notre position à la partie américaine ; nous attendons les résultats », a déclaré Akar au Hurriyet Daily News.

Alors que l'Arménie et la Turquie se préparent à entamer des discussions sur la normalisation des relations, qui seront menées par des envoyés spéciaux nommés par Erevan et Ankara,

La compagnie aérienne turque Pegasus a demandé au Comité de l'aviation civile d'Arménie d'obtenir l'autorisation d'opérer des vols à destination et en provenance d'Istanbul et d'Erevan, a confirmé Sona Harutyunyan, porte-parole du ministère arménien du Développement territorial, à la radio publique d'Arménie.

« Pegasus a soumis une demande d'exploitation de deux vols par semaine à partir de février », a déclaré Harutyunyan, ajoutant que le comité de l'aviation civile avait commencé à examiner la demande et prendrait une décision dans un délai raisonnable.

La semaine dernière, la compagnie aérienne arménienne FlyOne Armenia a reçu l'autorisation des autorités aéronautiques locales d'effectuer des vols charters à destination et en provenance d'Erevan et d'Istanbul et attend une décision similaire de la Turquie.

par [Jean Eckian](#)

12- Eurasianet

04/01/2022

<https://eurasianet.org/armenia-ends-ban-on-turkish-imports>

Armenia ends ban on Turkish imports

Yerevan and Ankara are now trying to rebuild ties, and in any case the ban didn't work out economically for Armenia,

officials said.

[Joshua Kucera](#)

Armenia has ended its embargo of Turkish imports as the two sides move toward restoring relations.

The ban was [imposed at the beginning of 2021](#) in the wake of Armenia's military defeat to Azerbaijan, in which Turkey also played a pivotal role. The embargo was justified by "the open and evident promotion and support by Turkey of Azeri aggression" and aimed to "put an end to the financial proceeds and fiscal revenues of a country with clear hostile attitude," the Armenian government said at the time in [its official notice](#) announcing the ban. It was to last only six months (the maximum term under the rules of the Eurasian Economic Union, of which Armenia is a member) and was extended once.

Now, however, the situation with Turkey has changed. The two sides have slowly begun to discuss [restoring their relations](#), which were broken nearly 30 years ago during the first war between Armenia and Azerbaijan. The two sides have [appointed special envoys](#) for normalizing relations, who are supposed to meet for the first time in Moscow in January. [Armenian](#) and [Turkish](#) airlines have started preparing for direct flights between the countries.

"Politically, the processes are proceeding positively," Armenia's Economy Minister Vahan Kerobyan [told](#) a December 29 press conference. "From this perspective, the justification for continuing the ban is weakening." At that point, though, a final decision had not been made, and Kerobyan said that "there are differing opinions within the government."

The next day, the ministry formally [announced](#) the end of the ban, citing reasons including inflation and difficulties for Armenian businesses that rely on Turkish products.

In 2021, the import of Turkish goods was only a tenth of what it was before the ban, the ministry [reported](#). (The ban did not affect raw materials.) In 2020, about [5 percent of Armenia's imports came from Turkey](#), mostly consumer goods, especially clothing. Meanwhile, the exports represented a minuscule fraction of

Turkey's total exports: [\\$872,000](#) out of Turkey's total of \$170 billion exported in 2020.

Despite some [modest successes](#), however, the ban wasn't given enough time to let Armenian businesses develop to the point where they could replace Turkish products, Armenian businesspeople complained.

"This is not something that happens in one day or one year," Hasmik Rashoyan, the head of a company representing several Turkish brands, [told RFE/RL](#). The Economy Ministry had placed hopes on replacing Turkish imports with Chinese, but that proved to be difficult, Rashoyan said.

"Small or medium businessmen can't go to China and bring back a bag with goods," she said. "Businesspeople dealing with China ran into huge problems, because the entire world has huge problems with logistics particularly with China ... we had to wait in line."

The director of the window and door company Tiral-Plast, Ashot Gasparyan, told RFE/RL that he wasn't able to replace the Turkish products he was not able to import. Russian equivalents were twice as expensive and not as high quality, he said. "Trade restrictions never result in anything good, whatever the motivation."

Meanwhile, there were widespread reports that Turkish consumer products were making it through in spite of the ban. Imports from other Eurasian Union countries aren't subject to customs controls, making it easy to reimport Turkish products from third countries.

"Economically, unfortunately this ban led to a situation where Turkish products were entering Armenia through different ways, because carrying out customs administration and control is practically impossible, and this simply led to prices of clothes, household items and other products in Armenia to grow, because these products are going through more complicated ways," Babken Tunyan, the deputy chair of the Economic Affairs Committee of Armenia's parliament, [told](#) the news agency Armenpress. "Meaning, the objective we'd initially set politically doesn't serve its purpose."

In his press conference, Kerobyan cited the devaluation of the Turkish currency as another justification for dropping the ban; the lira has lost roughly half its value over the last year making Turkish products still more attractive.

Azerbaijanis have been flocking to Igdir, in far eastern Turkey on the border with Nakhchivan, and are “buying everything they can get their hands on,” Azerbaijani news site Haqqin [reported](#).

“If we look at this issue from a patriotic perspective, what matters is: Why is there demand for Turkish products in Armenia?” Tunyan asked. “If we were to compare with the situation we had during the 44-day war when everyone was boycotting Turkish products, now we must understand why people are again willing to buy Turkish products. If there is demand for some product, that product will find its market and will reach its consumer, be it in [circuitous] ways or at higher costs. That’s why it’s not right to artificially do something. If we put aside the emotional part, we must evaluate its appropriateness from an economic perspective,” Tunyan said.

13- Les Nouvelles d'Arménie

05/01/2022https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88285

Les autorités bloquent l’investiture d’un maire de l’opposition

Mardi 4 janvier, la police a bouclé le bâtiment de l’administration municipale de Vartenis afin d’empêcher une figure de l’opposition locale de prendre le poste de maire de cette ville d’Arménie orientale et des villages voisins.

Cette communauté essentiellement rurale est en proie à des troubles depuis l’élection, le 5 décembre, d’un conseil local habilité à désigner son maire. Le parti du contrat civil du Premier ministre Nikol Pachinian a recueilli le plus grand nombre de voix, mais n’a pas réussi à obtenir une majorité globale au sein du conseil de 27 membres, ne remportant que 13 sièges.

Les 14 sièges restants ont été remportés par deux blocs d’opposition locaux. Ils ont conclu un accord de partage du pouvoir et ont nommé l’un de leurs dirigeants, Aharon Khachatrian, au poste de chef de la communauté.

Les 14 membres de l’opposition du nouveau conseil de Vartenis ont élu Khachatrian comme maire lors de la séance inaugurale du 30 décembre. Les membres du Contrat civil, menés par Aram Melkonian, le maire sortant de

Vartenis qui cherche à se faire réélire, ont tenté de perturber la session avant de sortir en signe de protestation.

Aram Melkonian a ensuite demandé au tribunal administratif d'Arménie d'annuler la nomination du nouveau maire, affirmant qu'elle était « illégale ». Les forces d'opposition ont rejeté cette allégation et ont programmé l'investiture de Khachatrian pour lundi.

Des dizaines de policiers déployés à l'entrée du bâtiment de l'administration locale n'ont pas permis à la majorité du conseil d'y entrer pour tenir la cérémonie de prestation de serment. Les chefs de la police locale ont déclaré aux opposants que M. Khachatrian ne pouvait pas commencer à exercer ses fonctions en raison du procès intenté par le parti au pouvoir.

L'interdiction a provoqué la colère des partisans de Khachatrian qui se sont rassemblés à l'extérieur du bâtiment. « On a l'impression que le parti du Contrat civil a commencé une guerre civile contre les habitants de Vartenis », a déclaré l'un d'eux.

Un avocat représentant Khachatrian a insisté sur le fait que les membres du conseil sont légalement autorisés à entrer dans le bâtiment, indépendamment de l'affaire judiciaire. « La police outrepassé ses pouvoirs », a-t-il déclaré.

Khachatrian a dû prêter serment dans la cour du bâtiment. Ses loyalistes ont admis qu'il ne pourra pas prendre ses fonctions avant le verdict du tribunal.

Pendant ce temps, Melkonian a déclaré que la police avait agi sur ses ordres. « J'ai personnellement veillé à ce que cette bouffonnerie n'ait pas lieu », a déclaré le maire sortant aux journalistes.

M. Melkonian a déclaré que les deux forces d'opposition ne doivent pas être autorisées à diriger la communauté comprenant Vartenis et deux douzaines de villages, car elles ont « trompé » les électeurs. Il n'a pas donné de détails.

Lundi, le candidat du parti au pouvoir a appelé tous les membres du conseil nouvellement élus à démissionner et à ouvrir la voie à une nouvelle élection.

« Le conseil a tenu une session et a élu un chef de communauté. Que devrions-nous annuler après cela ? », a rétorqué Davit Shahnazarian, du bloc United Vartenis, allié à l'alliance de Khachatrian.

Le leader de United Vartenis a été arrêté pour corruption peu après l'accord de partage du pouvoir conclu par les deux groupes. Les politiciens de l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme à Erevan ont condamné son arrestation, affirmant qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une répression gouvernementale contre les personnalités politiques qui ont battu le parti de Pashinian dans certaines des trois douzaines de communautés d'Arménie qui ont élu leurs conseils locaux le 5 décembre.

Arman Tatoyan, le médiateur des droits de l'homme du pays, a déclaré le 17 décembre que les groupes d'opposition qui ont obtenu de bons résultats dans le pays subissent des pressions illégales pour ne pas installer leurs dirigeants ou leurs alliés à la tête des communautés.

« Ces pratiques sont fondamentalement contraires aux normes démocratiques », a déclaré M. Tatoyan.

Les alliés politiques de M. Pachinian maintiennent que ni ces affaires ni aucune autre affaire pénale postélectorale ne sont motivées par des considérations politiques.

Le parti de Pachinian a subi son plus grand revers électoral à Vanadzor, la troisième plus grande ville d'Arménie. Il n'y a obtenu que 25 % des voix, contre 39 % pour le bloc local dirigé par l'ancien maire de Vanadzor, Mamikon Aslanian.

Aslanian était donc bien placé pour récupérer son poste perdu en octobre. Mais il a été arrêté le 15 décembre sur des accusations de corruption qu'il rejette comme étant politiquement motivées.

Le tribunal administratif a bloqué la première session du nouveau conseil de Vanadzor prévue pour le 24 décembre. Il a invoqué un recours contre les résultats des élections locales déposé par un autre parti qui n'a pas obtenu de bons résultats lors du scrutin.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

03/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/expert-le-nouveau-cycle-de-negociations-avec-la-turquie-ne-peut-aboutir-que-dans-un-seul-cas>

Expert: Le nouveau cycle de négociations avec la Turquie ne peut aboutir que dans un seul cas - si Ankara reconnaît le génocide

Quelles sont les perspectives du nouveau processus de normalisation des relations arméno-turques après l'échec de la « diplomatie du football » ? Les aspirations de la Turquie à la réconciliation avec l'Arménie sont-elles sincères ? Quels risques et avantages l'Arménie peut-elle recevoir en s'engageant dans ce processus ? Dans le pavillon "Armenpress Podcast", nous avons discuté de ce sujet avec l'académicien, le turkologue Ruben Safrastyan.

M. Safrastyan, membre de l'Académie nationale des sciences, précise qu'il s'agit déjà de la quatrième tentative de normalisation en 30 ans, dont deux ont été initiées par les États-Unis - la "diplomatie de la piste deux" (TARC) et la "diplomatie du football". Il pense que ce nouveau cycle est avancé d'un côté par les États-Unis et de l'autre par la Russie.

Cependant, selon M. Safrastyan, il n'attend pas grand-chose de ce nouveau cycle et il se dit presque certain que le processus subirait le même sort que les précédents, mais d'un autre côté, il pense que l'Arménie doit participer à ces négociations pour certaines raisons stratégiques, politiques et diplomatiques.

Ainsi, Ruben Safrastyan souligne que le nouveau processus arméno-turc ne peut réussir que dans un seul cas - si la Turquie - sous la pression des États-Unis, de la Russie et de la France - reconnaît le génocide arménien.

"C'est la première fois qu'avant le début du processus de normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie, les trois principales puissances – la Russie, les États-Unis et la France, qui ont des intérêts dans notre région, ont reconnu le génocide arménien. Ce n'était pas le cas dans les derniers temps. Les États-Unis n'ont reconnu que récemment [le génocide arménien]. Et nous devons utiliser cela. Dès le début, nous devons avancer le point suivant dans le processus de négociation : c'est une concession majeure de notre part d'accepter de négocier avec un pays qui est le successeur de l'Empire ottoman qui a perpétré le génocide arménien. Et étant donné la position des États-Unis, de la Russie et de la France sur le génocide arménien, nous devons parvenir à ce qu'ils fassent pression sur la Turquie et à ce que la Turquie reconnaisse le génocide arménien dès le début afin que ce processus avance. Je pense que cela ouvre une nouvelle perspective très intéressante pour nous, nous devons essayer d'utiliser cette chance", a déclaré Safrastyan.

Le spécialiste est persuadé que la Turquie n'a pas changé de position à l'égard de l'Arménie et qu'elle présentera à nouveau ses trois conditions préalables bien connues : l'Arménie doit réaffirmer son engagement envers le traité de Kars de 1921 et reconnaître les frontières actuelles avec la Turquie, renoncer à poursuivre la politique de reconnaissance internationale du génocide arménien et refuser de quitter l'Artsakh. Et maintenant une 4ème condition préalable est apparue, le soi-disant "corridor de Zangezur", dont le Président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan a souvent parlé.

Safrastyan a déclaré qu'il était très important pour le gouvernement arménien de rester déterminé sur les questions de principe susmentionnées et de ne pas abandonner ses approches.

"Des relations normales avec la Turquie sont dans l'intérêt de l'Arménie et de toute la région. Mais il s'agit de savoir quel en sera le coût, quel en sera le prix. La Turquie exige de nous un prix très élevé. Ce prix, ce sont ces quatre conditions préalables, ces quatre exigences qui nous sont imposées. C'est un prix très élevé et c'est inacceptable pour nous. Savez-vous pourquoi c'est inacceptable ? Parce que la question du génocide arménien, la question du traité de Kars et la question de l'Artsakh font partie de notre identité moderne. Nous sommes Arméniens parce que ces questions sont importantes pour nous. Si nous devons faire des concessions de principe sur ces questions, cela signifierait l'abandon d'une partie

de notre identité. C'est pourquoi nous devons être inébranlables sur les questions de principe, nous ne devons faire aucune concession. Alors que sur d'autres questions, il pourrait y avoir des compromis", a déclaré M. Safrastyan.

Source: Armenpress

15- The Conversation

30/12/2021

<https://theconversation.com/armenie-une-lecon-dhistoire--dune-actualite-brulante-173225>

Arménie : une leçon d'histoire d'une actualité brûlante

Par Taline Ter Minassian

[*Rouben, Le Défi de l'Indépendance, Arménie 1919-1920*](#), qui vient de paraître aux éditions Thaddée, est d'une lecture très éclairante, un an après la cuisante défaite arménienne à l'issue de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « seconde guerre » du Haut-Karabakh.

Déclenchée le 27 septembre 2020, l'opération *Poing d'Acier* (*Dəmir Yumruq əməliyyatı*) a conduit au déclenchement de la « guerre des 44 jours », [conflit asymétrique de « 5^e génération »](#) conclu le 10 novembre par un [cessez-le-feu](#) stipulant la restitution des « territoires occupés » par l'Arménie, la rétractation du Haut-Karabakh « réel » et la réalisation et/ou la sécurisation de liaisons, entre les deux États arméniens (l'Arménie et le Haut-Karabakh) d'une part et entre les deux États turcs (la Turquie et l'Azerbaïdjan) d'autre part.

L'Arménie ébranlée par la défaite de

L'automne 2020

L'interprétation de cet accord, notamment la question de savoir s'il comportait ou non un protocole secret, n'est toujours pas clairement établie. Le 26 novembre 2021, plus d'un an après la fin des combats, une [réunion tripartite](#) organisée à Sotchi à l'initiative de Vladimir Poutine a mis en évidence la persistance des tensions entre le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev et le premier ministre de l'Arménie, Nikol Pachinian. Poursuivant sa mission de médiation, Vladimir Poutine a cependant [déclaré](#) à l'issue de la rencontre :

« Nous avons parlé en détail des questions économiques et surtout, dans un premier temps, nous avons parlé du déblocage des couloirs de transport. Cela s'applique également au chemin de fer, cela s'applique également aux communications routières ».

Sur le terrain, pourtant, la pression exercée sur les frontières de l'Arménie est constante : au cours de l'année passée, les [incursions](#) de l'Azerbaïdjan en territoire arménien ont déclenché de nombreux « incidents » dont le dernier en date, celui du [16 novembre](#), particulièrement violent, a fait craindre une reprise du conflit.

L'enjeu n'est plus seulement le Haut-Karabakh, « gardé » par les forces russes de maintien de la paix, mais aussi le [Siounik](#) - région du sud de l'Arménie comportant la fameuse région montagneuse du Zanguezour - dont certains maires, opposés au gouvernement d'Erevan à la suite de la guerre de 2020, ont été arrêtés sur des chefs d'inculpation divers et le gouverneur « démissionné ». Cette région, qui paie au prix fort la défaite arménienne, est dans le viseur de l'Azerbaïdjan puisqu'elle s'intercale entre son territoire et l'exclave azerbaïdjanaise du [Nakhitchevan](#).

Ainsi, un après la défaite, jamais l'intégrité du territoire de l'Arménie n'aura semblé plus en danger. Et jamais la lecture en français du livre de Rouben, n'aura semblé à ce point indispensable.

Un personnage central mais méconnu

Qui est Rouben ? Ce personnage n'est connu du public français que par ses [Mémoires d'un partisan arménien](#) - parus en 1990 aux éditions de l'Aube et aujourd'hui épuisés, mais dont les éditions Thaddée préparent une réédition - et par quelques [articles de référence](#) qui lui sont consacrés.

C'est contre l'avis général et divers conseils de prudence que j'ai pris la décision d'exhumer cette traduction de la troisième partie du volume final des *Mémoires* de Rouben, mon grand-père paternel (ce nom de « Rouben » étant un nom de guerre). En fait, cette traduction est prête depuis 1989 : à l'époque, l'URSS existait encore et l'Arménie, sous la houlette du Comité Karabagh, était déjà engagée contre l'Azerbaïdjan dans la « [première](#) » [guerre du Karabagh](#). Ce contexte explique que le traducteur de Rouben, son fils, Waïk Ter-Minassian, ait alors jugé le moment inopportun à la publication de ces pages consacrées à la [Première République indépendante](#) (1918-1920).

Dans *Le Défi de l'Indépendance*, Rouben n'apparaît plus, comme dans les *Mémoires*, tel un jeune révolutionnaire [dachnak](#), passé dans l'Empire ottoman pour se consacrer à l'autodéfense des populations arméniennes. Une quinzaine d'années plus tard, le révolutionnaire a cédé la place à l'homme d'État d'une république arménienne indépendante confrontée aux mêmes enjeux vitaux qu'aujourd'hui. Rouben, qui sera la figure clé du « gouvernement-bureau » de la République d'Arménie, quelques mois avant l'incorporation forcée de l'Arménie dans l'URSS naissante au début des années 1920, y exprime un point de vue lucide mais aussi une doctrine d'action qu'il va mettre en œuvre au poste de ministre de la Défense, qu'il occupe de mai à novembre 1920, tout en exerçant également les fonctions de ministre de l'Intérieur.

Le parti Dachnak, acteur clé d'une période tumultueuse

Quel est donc ce vieux « Parti » - la Fédération Révolutionnaire Arménienne - en abrégé le « Parti *dachnak* » - dont il est question des premières jusqu'aux dernières pages du livre ? Un parti socialiste non marxiste né dans le laboratoire révolutionnaire de l'Empire russe mais dont l'objectif spécifique au tournant du

XX^e siècle a été l'autodéfense des Arméniens de l'Empire ottoman. Ce parti s'est transformé, sous la pression des circonstances racontées dans l'ouvrage, en un parti de gouvernement lors de « l'épreuve de l'indépendance » de 1918-1920. Il fut ensuite banni en Arménie à l'époque soviétique, mais devint l'un des partis dominants de la diaspora arménienne à travers le monde. Un parti dont l'histoire complexe se déroule aux frontières de l'Empire russe et de l'Empire ottoman, mais aussi [à la lisière des historiographies russe/soviétique et turque/ottomane](#).

Quelques faits saillants permettent d'y voir plus clair. Le XX^e siècle, celui de la catastrophe de 1915 et de l'éradication des Arméniens en Asie Mineure, a aussi été le siècle de la résurrection de l'État arménien en Transcaucasie. La République d'Arménie est née, en mai 1918, dans le chambardement de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe qui provoquèrent l'effondrement puis la disparition des Empires russe et ottoman. De la révolution de Février à la révolution d'Octobre 1917, de l'*Ozakom* (Comité spécial de Transcaucasie, actif de mars à octobre 1917) au *Seïm* (assemblée parlementaire transcaucasienne, installée le 10 février 1918 à Tiflis à la suite de la dissolution par Lénine, à Petrograd, de l'Assemblée constituante russe et qui a duré jusqu'au 26 mai 1918), puis à la [République fédérative indépendante de Transcaucasie](#), du [Traité de Brest-Litovsk](#) (3 mars 1918) au [Traité de Batoum](#) (4 juin 1918), les Arméniens - comme les Géorgiens et les Azéris - ont été entraînés par l'enchaînement des événements sur les chemins de l'indépendance.

Une indépendance imposée par les circonstances et exigée par les Ottomans comme préalable à toute négociation de paix. En effet, en février 1914, au moment où, sous la pression de la diplomatie russe soutenue par la France et le Royaume-Uni, la Question arménienne - celle des réformes à accomplir dans les six vilayets orientaux de l'Empire ottoman - semble enfin trouver une solution, aucun parti politique arménien [n'a programmé la création d'une Arménie indépendante](#).

Le livre, qui est une source historique de premier plan, est un récit inachevé. Il s'arrête en avril 1920, peu avant la création du « Gouvernement-Bureau » de la première République d'Arménie, qui a suspendu la vie parlementaire et instauré un véritable gouvernement révolutionnaire, dont Rouben fut le ministre de la Défense. Le lecteur prendra connaissance du point de vue assumé d'un acteur de premier plan sur les enjeux de l'époque, un point de vue qui dépasse les

approches conventionnelles de la question arménienne, y compris, et peut-être surtout, partisans arméniennes. Il s'agit d'un récit justifiant l'œuvre de l'Arménie indépendante dirigée par le Parti dachnak, une œuvre qui n'est passée à la postérité qu'en diaspora - et encore, dans le seul segment acquis au parti dachnak - au rythme des commémorations du 28 mai dédiées à la [bataille de Sardarabad](#) (28 mai 1918), acte de naissance de la République indépendante. Après la soviétisation de l'Arménie en 1920-1921, la Première république a été diabolisée par l'historiographie soviétique, tandis qu'en diaspora, les adversaires du Parti dachnak se sont acharnés à en dénoncer les « errements ».

Sur le temps long, ce livre raconte l'expérience que fut pour les Arméniens, en 1918, la résurrection inespérée d'un État après presque dix siècles d'éclipse. Le récit de Rouben permet de comprendre le défi colossal posé alors aux dirigeants de la République indépendante : construire un État sur une terre assignée par l'ennemi turc qui, après le génocide de 1915, réalise opportunément le transfert de la question arménienne vers les marges de l'Empire russe alors en pleine décomposition.

Pour les dirigeants de la République, il s'agit donc, après la catastrophe de 1915, de transformer cette « Arménie araratienne » évoquée dès la première phrase du livre, programmée par l'Empire ottoman pour périr en ce réduit enclavé et peuplé de réfugiés misérables et affamés, en une solution viable.

Rappelons que la Transcaucasie de cette époque était encore une mosaïque ethnique : au XIX^e siècle, des Tatares (on ne les appelait pas encore Azéris ou Azerbaïdjanais) vivaient en effet sur le territoire de l'actuelle Arménie, tandis que des Arméniens vivaient nombreux à Tiflis (Tbilissi) ou à Bakou. L'apport essentiel de ce livre est qu'il permet de comprendre comment s'est imposée la nécessité d'ethniciser le territoire de l'Arménie et le rôle assumé par Rouben dans cette entreprise :

« La situation en Arménie était le résultat des projets politiques bien pensés de nos voisins azéris et turcs. Nous ne les infléchirions pas en pratiquant la bienveillance envers les minorités de notre pays ».

Les Empires cèdent la place aux nations...

La concentration des pouvoirs entre ses mains, de mai à novembre 1920, va donner à Rouben les moyens de sa politique : imposer l'autorité du gouvernement arménien sur le territoire de la République en réduisant de force les foyers de soulèvement turco-tatars. Rompant avec le légalisme d'un Khatissian (premier ministre de l'Arménie indépendante du 28 mai 1919 au 5 mai 1920), il lança ses détachements de fedaïs sur les districts musulmans de la plaine de l'Ararat qu'il appelait le « Tataristan » et « encouragea » brutalement au départ les musulmans de Zanguibazar (entre Erevan et Etchmiadzine), les Kurdes d'Olti, et les Tatars de Védibazar de la basse vallée de l'Araxe, obligeant du même coup les khans du Nakhitchevan à se soumettre.

Son objectif était de donner une terre aux réfugiés et d'assurer « une patrie aux Arméniens » au moment où les nuées s'accumulaient sur l'Arménie. Ainsi, l'Arménie soviétique en 1921, puis à partir de 1991, la III^e République d'Arménie, a reçu en héritage un territoire mono-ethnique doté d'une faible proportion de minorités loyales (molokanes ou kurdes yézidis). C'était un trait distinctif de la RSS d'Arménie à l'époque soviétique et ceci la distingue jusqu'à aujourd'hui, de ses voisins immédiats, la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

Leçons pour aujourd'hui et demain

Dans la situation actuelle de l'Arménie défaite, où chaque mètre de frontière avec l'Azerbaïdjan est disputé sur le terrain, le moment n'est-il pas venu de rappeler les circonstances extraordinairement complexes qui ont conduit, voici un siècle, à la résurrection d'un État arménien contemporain ? Peut-on chercher, et trouver, dans cette histoire, des leçons pour le présent et peut-être, pour l'avenir ?

Rouben a su percevoir en ces deux années terribles une « situation historique » et a su en dégager une doctrine d'action politique pour réaliser un projet : construire dans « l'Arménie araratienne », c'est-à-dire l'Arménie d'aujourd'hui, un véritable territoire national. Il peut sembler paradoxal que l'Arménie soviétique ait poursuivi, sous d'autres auspices, ce même projet. Erevan, proclamée capitale en 1918, autrefois simple chef-lieu d'une province reculée de l'Empire russe, s'est [construite en tant que capitale](#) durant tout le XX^e siècle. Ainsi, Rouben a médité son projet ethnographique « pour que l'Arménie ne devienne pas notre cimetière, pour que nous puissions vivre rassasiés et en sécurité ».

Ces phrases expliquent et assument. Elles devraient inciter l'Arménie humiliée d'aujourd'hui à rester digne, en dépit des fanfares triomphantes de la [parade militaire de Bakou \(10 décembre 2020\)](#) durant laquelle, devant le défilé du butin de guerre - pièces d'artillerie et camions arméniens marqués d'une croix chrétienne -, Ilham Aliev a évoqué les rives du lac Sevan, la plaine de l'Ararat et même Erevan comme étant des terres tatares ancestrales. Les Turcs de Turquie ou d'Azerbaïdjan doivent pourtant savoir que l'action de Rouben et de ses compagnons en 1919-1920 a rendu irréversible l'ethnisation du territoire arménien actuel. Elle a permis aux Arméniens de quitter le statut de victimes en employant la force, seul langage reconnu par leurs imposants voisins. Et c'est paradoxalement en pleine connaissance de cette histoire qu'un voisinage moins tumultueux pourrait être, un jour, envisagé.

(Voir les illustrations et vidéos en ligne)

16- Le Courrier d'Erevan

08/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/le-patrimoine-genetique-armenien-plus-de-6-000-ans-les-scientifiques-ont-trouve-de-nouvelles>

Le patrimoine génétique arménien a plus de 6 000 ans : les scientifiques ont trouvé de nouvelles preuves

Le patrimoine génétique de l'Arménie a plus de 6 000 ans d'histoire ininterrompue. C'est ce qu'ont découvert des scientifiques de l'Institut de biologie moléculaire de l'Académie nationale des sciences de la République d'Arménie, après une analyse comparative des génomes complets d'échantillons d'ADN modernes. Les chercheurs ont ainsi réfuté l'hypothèse balkanique de l'origine du peuple arménien.

« La question de l'origine ou de l'arrivée des ancêtres arméniens dans les Hauts Plateaux arméniens fait depuis longtemps l'objet d'un débat animé dans la communauté des archéologues, anthropologues, historiens et linguistes. Parmi les

hypothèses circulant dans la littérature académique sur les origines non locales du peuple arménien, la « théorie des Balkans » prévaut, basée sur les informations de l'historien grec antique Hérodote (440 avant J.-C.). En raison de leur langue et des uniformes militaires qu'ils portaient dans l'armée du roi perse Xerxès, l'historien a considéré les Arméniens comme des colonisateurs phrygiens », a déclaré le professeur Leon Yepiskoposyan, chef du laboratoire de génomique évolutive de l'institut de biologie moléculaire de l'Académie de sciences.

La théorie des Balkans - l'une des plus répandues - a dû être mise à l'épreuve : aucune preuve convaincante ne la soutenait. Grâce aux capacités de la génétique moderne, la recherche a pu être menée à bien. Le professeur explique : « De ce point de vue, la version d'Hérodote n'est possible que s'il existe certains signaux d'un substrat génétique balkanique dans le matériel archéologique de la région allant des Balkans au plateau arménien, ainsi que dans le patrimoine génétique de la population moderne, y compris les Arméniens ».

Des scientifiques ont comparé des échantillons d'ADN ancien, datant du néolithique à l'antiquité, avec du matériel génétique moderne. L'étude a révélé que le patrimoine génétique arménien est ininterrompu et qu'il a plus de 6000 ans. « *Pendant plusieurs millénaires, même la population de Sardaigne, longtemps considérée comme un isolat génétique néolithique classique jusqu'à la fin de l'âge du bronze, s'est distinguée des Arméniens à un niveau élevé de stabilité du patrimoine génétique, alors que la quasi-totalité de l'Europe continentale a été soumise à de nombreuses invasions d'étrangers, dont les impulsions génétiques sont encore intactes aujourd'hui. Les informations confirmant l'origine indigène des Arméniens du haut plateau arménien constituent une ressource précieuse pour les arménologues qui traitent des questions d'ethnogenèse, d'origine et de développement de la culture et de la langue arméniennes* », a conclu Léon Yepiskoposyan.

Les résultats ont été publiés dans les revues scientifiques Current Biology, Human Genetics, Human Biology, Molecular Genetics and Genomics.

Source : [Académie nationale des sciences de la République d'Arménie](#)

